

## **Au Royaume-Uni, le débat sur les liens avec l'UE relancé**

*di Cécile Ducourtieux*

Depuis que le Royaume-Uni a effectivement quitté l'Union européenne (UE), le 31 janvier 2020, les politiques britanniques ont tous évité, autant que possible, de remettre le sujet du Brexit sur la table. Les électeurs étaient lassés des divisions engendrées par le référendum de juin 2016 sur la sortie de l'Europe et de l'interminable négociation avec Bruxelles l'ayant suivi. Le très prudent Keir Starmer, chef de file plutôt pro-européen du Labour, abordait peu ce divorce, tétanisé à l'idée de contrarier les brexiters issus des classes populaires dont il convoitait les votes pour faire gagner son parti lors des élections législatives de 2024.

Les conservateurs n'osaient plus se prévaloir du Brexit après les mandats chaotiques des europhobes Boris Johnson et Liz Truss et leur incapacité à en tirer un bénéfice tangible pour leurs concitoyens. Même Nigel Farage, le chef de file du parti d'extrême droite Reform UK, père spirituel du Brexit, semblait s'en être désintéressé, ayant substitué les immigrés à l'UE comme bouc émissaire.

Car si la catastrophe économique annoncée par les opposants au Brexit n'a pas eu lieu, les prévisions de l'autorité britannique indépendante chargée des prévisions budgétaires de 2020 font toujours consensus. Elles estimaient que le divorce avec l'UE se traduirait à long terme par une réduction de 15 % en volume des échanges du Royaume-Uni avec le reste du monde et à une perte de productivité de 4 %. Depuis le Brexit, le Royaume-Uni peut signer ses propres accords de libre-échange et il est parvenu, avant l'UE, à trouver un terrain d'entente sur ses taxes à l'exportation avec les Etats-Unis. Mais ces gains commerciaux sont modestes.

### **Alignement réglementaire**

Depuis trois ans, les sondages indiquent avec constance que le Brexit est devenu impopulaire. En juin 2025, 56 % des Britanniques estimaient que leur pays n'aurait pas

dû quitter l'UE, selon l'institut YouGov. En septembre 2025, 62 % des personnes sondées trouvaient que le Brexit était un échec. Dans ce contexte, le premier ministre, Keir Starmer, jusqu'alors timide et peu visionnaire, a changé de tactique à l'automne. S'il continue de limiter sa volonté de rapprochement avec l'UE à un alignement réglementaire, il a enfin osé dénoncer clairement les mensonges proférés par les partisans du Brexit pendant la campagne du référendum de 2016, selon lesquels ce dernier allait rapporter 350 millions de livres sterling (près de 286 millions d'euros de l'époque) par semaine au système de santé public et stopper la migration.

Dans son discours de clôture du congrès du Labour, le 30 septembre, Keir Starmer a condamné « *ces politiciens qui ont menti au pays, ont déclenché le chaos et se sont enfuis après le Brexit* ». En octobre, sa ministre des finances a assuré que le Brexit avait causé « *des dégâts plus importants pour l'économie britannique que ce que les prévisions officielles avaient initialement indiqué* ». Joignant les actes aux paroles, le gouvernement Starmer a aussi poussé à la conclusion, avant Noël, d'un accord avec Bruxelles, pour réinstaller le très populaire programme d'échange étudiant Erasmus : il devrait être opérationnel en 2027.

Pour le dirigeant, au plus bas dans les sondages et affaibli par les incessantes rumeurs sur son possible remplacement, ce revirement est aussi une manière de prendre en compte la nouvelle réalité géopolitique. Il considère encore comme cruciale la « relation spéciale » avec les Etats-Unis, marquée par une étroite coopération en matière de défense et de renseignement, et il répète qu'il « *refuse de choisir* » entre Washington et Bruxelles. Mais comme les autres dirigeants européens, il est conscient d'assister à la désintégration de l'alliance occidentale. Pareilles circonstances soulignent la particulière vulnérabilité du Royaume-Uni, dont la dissuasion nucléaire dépend de la technologie américaine. Elles imposent la recherche d'autres alliés.

Keir Starmer n'est pas parvenu, cet automne, à un accord avec l'UE sur une participation du pays au fonds européen SAFE (« Security Action for Europe ») d'achats publics de matériel militaire. Mais il voudrait obtenir dans les prochains mois un accord d'alignement sur l'Union des normes sanitaires et phytosanitaires britanniques afin de fluidifier les échanges avec les Vingt-Sept, premier partenaire

commercial. Une telle entente permettrait au Labour d'espérer quelques points de croissance bienvenus avant la prochaine échéance électorale de 2029.

Le retour du débat sur le Brexit est aussi lié à la nouvelle compétition à gauche que subit Keir Starmer. En 2025, il a concentré ses coups sur Nigel Farage et Reform UK, premier parti dans les sondages, en droitisant son discours sur la migration. Au prix d'une hémorragie des sympathisants traditionnels du Labour, davantage tentés par les libéraux démocrates (LibDem) dirigés par Ed Davey, ou le très médiatique et radical Zack Polanski, à la tête des Greens, qui défendent un rapprochement avec l'UE.

Le débat va aussi bon train au sein même du cabinet Starmer entre les tenants d'un retour dans l'union douanière européenne et ceux qui, comme Keir Starmer, préfèrent des alignements réglementaires secteur par secteur. Or les Britanniques discutent entre eux sans faire grand cas de ce que pensent les autres Européens. A Bruxelles, assaillie par les crises géopolitiques, l'urgence n'est plus à un rapprochement avec Londres. Et les institutions européennes ont la mémoire longue : pas question de s'engager naïvement dans des négociations si, d'ici à quelques années, c'est l'euroseptique Nigel Farage qui entre à Downing Street. A en croire le *Financial Times*, l'UE exige l'ajout d'une « clause Farage » à tout accord sanitaire et phytosanitaire, obligeant Londres à payer une pénalité dans le cas où un futur gouvernement britannique viendrait à dénoncer l'accord.